

Une des publications les plus dynamiques de l'agence d'information des États-Unis est la revue *Dialogue*. Dans la quatrième édition de 1969, Peter Drucker a écrit un article intéressant sur le développement, la productivité et le potentiel économiques, où il traite de la signification de l'assistance et de l'expansion économique dans les pays pauvres. J'aimerais lire à la Chambre quelques phrases tirées de cet article d'actualité. M. Drucker dit:

Au XIX<sup>e</sup> siècle, les pays en voie d'industrialisation finançaient leur développement en exportant des produits agricoles, même si le taux de croissance démographique en Europe, en Amérique du Nord et au Japon était alors presque aussi rapide que celui des pays émergents à l'heure actuelle. Au lieu de restreindre le secteur de l'alimentation dans l'économie, cette expansion a créé de nouveaux débouchés dans les pays plus industrialisés de l'Europe occidentale pour l'agriculture florissante de l'Allemagne, de la Hongrie, de la Russie, de l'Ukraine...

Puis il poursuit:

Il n'est plus possible désormais, toutefois, de financer le développement grâce à l'agriculture. Aujourd'hui, la plupart des pays évolués produisent un excédent de produits alimentaires. Et la plupart des pays sous-développés ont besoin, de toute façon, de toutes les denrées qu'ils peuvent produire pour nourrir leur propre population.

Il y a, bien entendu, des exceptions qui sautent aux yeux de ceux qui ont étudié le problème dans son ensemble.

Les placements de capitaux étrangers ne constituent plus une solution au développement.

Le rapport Pearson sur les associés pour le développement a fait ressortir de façon dramatique qu'une part importante des apports financiers à un si grand nombre de pays pauvres était utilisée pour obtenir du change étranger et rembourser des prêts fermes. Drucker fait les observations suivantes à ce sujet:

Mais aujourd'hui, le gros des placements au titre du développement sont de nature différente. Ils visent à créer une capacité de production pour les marchés intérieurs du pays qui en bénéficient. En d'autres termes, ils ne favorisent pas les exportations qui permettraient de rembourser les investissements.

M. Drucker parle ensuite des dangers inhérents à l'assistance:

Le placement de capitaux dans les pays en voie de développement tend donc à créer un déficit de change étranger:

Je ferai grâce à la Chambre d'une longue liste d'exemples, mais si une région du monde retient l'attention, c'est l'Amérique latine dont on peut dire avec raison, je pense, qu'elle a reçu des immobilisations considérables. Pourtant, la crise semble imminente là-bas par suite des difficultés qu'éprouvent les pays de ce continent à rembourser ces mises de fonds.

[M. Fairweather.]

J'ai dit que depuis vingt ans qu'a été établi le programme d'aide extérieure, les motifs ont changé. Je m'en réjouis, car les motifs actuels sont beaucoup plus honorables qu'autrefois. Mais, à mon avis, c'est un peu faire preuve de pharisaïsme que de déclarer aujourd'hui, après coup et fort de l'expérience de ces vingt dernières années: «Il aurait peut-être mieux valu exposer plus clairement le pourquoi de l'aide extérieure lorsqu'on a lancé les programmes à la suite de la seconde guerre mondiale».

En fait, c'est ce qu'a fait ressortir le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. On pourrait, en effet, faire une thèse de doctorat sur l'évolution du langage des hommes d'État canadiens en ce domaine, lequel semble s'atténuer avec le temps. On avait coutume d'employer l'expression de Dulles «refouler le communisme». «*rolling back Communism*». On disait que c'était à coups de capitaux qu'on éviterait la menace communiste. Aucun—je ferais bien de faire attention; j'aurais dit...

L'hon. M. Turner: Jargon?

M. Fairweather: Certes, il y a beaucoup de jargon dans le domaine de l'aide et bon nombre d'articles intéressants ont été écrits là-dessus. Je préfère dire qu'il y a des pays pauvres et des pays riches; que le Canada est un pays riche qui devrait aider les pays pauvres. D'autres peuvent trouver des thèses et des façons plus compliquées de les exposer.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a exposé, de façon un peu négative, à mon avis, les motifs qui ont inspiré le programme actuel. Il a posé la question suivante: «Dans quel genre de monde voulons-nous que nos enfants et nos petits-enfants travaillent? Et dans quel genre de monde voulons-nous nous retirer? La réponse à cette double question devrait être un élément déterminant lorsqu'il s'agira d'analyser nos motifs pour accorder de l'aide extérieure.»

● (3.50 p.m.)

De son côté, le premier ministre (M. Trudeau) a dit que la pauvreté dans le monde constituait une menace plus grande que les investissements étrangers, les idéologies étrangères et les armes atomiques étrangères. Faire appel à la peur, à la paranoïa qui se répand dans le monde, est une mauvaise attitude politique qui peut provoquer un mouvement de retrait plutôt que de générosité.

Notre comité des affaires extérieures a entendu des propos intéressants de M. Theo